

## Universités: les droits d'inscription resteront gelés à la prochaine rentrée, selon Vidal

Paris, 10 mars 2021 (AFP) -

La ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal a annoncé mercredi que les droits d'inscription à l'université seraient gelés à la rentrée prochaine pour la deuxième année de suite pour aider les étudiants à faire face à la précarité.

Ces frais d'inscription avaient déjà été gelés à la rentrée de septembre 2020. "Normalement ils augmentent avec l'inflation", mais "nous allons les geler pour la deuxième année consécutive", a dit Mme Vidal sur Europe 1.

Les loyers des résidences universitaires dans les Crous resteront également les mêmes, a-t-elle aussi indiqué, expliquant qu'il n'était pas certain que les étudiants puissent retrouver normalement des petits emplois cet été pour financer leurs études.

La ministre a aussi déclaré travailler à une reprise plus forte "en présentiel" à l'université. Actuellement les étudiants peuvent retourner en cours une fois par semaine. "On a bon espoir" de pouvoir augmenter encore la jauge, a-t-elle dit sans fixer d'horizon.

"Il faut qu'on suive la situation sanitaire, qu'on atteigne un taux de vaccination des personnes les plus fragiles" pour "que nos hôpitaux ne soient plus engorgés", a-t-elle toutefois précisé. "C'est pour être prêt dès que possible que nous commençons à travailler en amont".

Interrogée par ailleurs sur la polémique à Sciences Po Grenoble, où le principal syndicat, l'Union syndicale de l'Institut d'études politiques (IEP), a exigé mardi des sanctions à l'encontre de deux professeurs qu'il soupçonne d'islamophobie, Mme Vidal a jugé "intolérable que nous vivions cette violence à l'université".

Elle a affirmé "condamner les faits très fortement", "tous les faits qui conduisent à afficher des noms, donner en pâture sur les réseaux sociaux des enseignants".

"Les syndicats doivent avoir une place essentielle, très clairement à Grenoble ça a été un échec complet", selon elle.

Une enquête pour "injure publique" et "dégradation" a été ouverte par le parquet de Grenoble après un collage d'affiches jeudi dernier à l'entrée de l'IEP sur lesquelles on pouvait lire: "Des fascistes dans nos amphis. L'islamophobie tue", avec les noms de deux professeurs.

L'Unef, dont la branche locale avait relayé les affiches, a reconnu dimanche une initiative "maladroite et dangereuse".

ito/emd/shu

Afp le 10 mars 21 à 09 35.